

16 août 2007

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

CANADA

	Déc. 2006	Juin 2007	
PIB ⁽¹⁾	2,7	2,1 ⁽²⁾	↘
IPC ⁽¹⁾	1,6	2,2	↗
Chômage	6,1	6,1	-

ÉTATS-UNIS

	Déc, 2006	Juin 2007	
PIB ⁽¹⁾	2,9	1,8 ⁽³⁾	↘
IPC ⁽¹⁾	3,2	2,7	↗
Chômage	4,5	4,5	-

(1) Variation en % sur 12 mois

(2) Avril 2007 (3) Juin 2007

Sources : Statistique Canada, U.S. Dept. of Commerce, U.S. Dept. of Labor Statistics,

INDICES BOURSIERS

Variation en %	2007 devise locale	2007 Dollars CA	
S&P/TSX	1,1	1,1	↗
S&P500	-0,8	-8,3	↘
NASDAQ	1,8	-5,9	↘
NIKKEI	-4,4	-9,8	↘
S&P 350 Europe	0,2	-5,5	↘

PARKYN
WERMENLINGER
LAYTON
CAPITAL INC.

LA CRISE DES PRÊTS IMMOBILIERS EN CINQ POINTS

Le 9 août, la crise des prêts immobiliers s'est aggravée lorsque BNP Paribas a suspendu les remboursements sur trois de ses fonds d'investissement. Que se passe-t-il? Bien qu'il nous soit impossible de couvrir tous les aspects de cette situation, nous pouvons répondre brièvement à cinq questions-clés.

Qu'est-ce qu'un prêt immobilier « subprime » (PISP)?

Un PISP est une hypothèque résidentielle qui comporte un ou plusieurs des éléments suivants : un emprunteur peu solvable, un dossier de crédit peu documenté et un ratio prêt/valeur très élevé. Dans certains cas extrêmes, les institutions ont accordé des prêts à 100% de la valeur de la maison avec intérêt réduit les deux premières années en retour d'un taux beaucoup plus élevé pour le terme restant.

Comment peuvent-elles exister?

Les banques sont responsables de la sûreté des fonds de leurs déposants. C'est pourquoi les organismes de réglementation les obligent à prêter prudemment. Mais une grande partie des PISP sont accordés par des entreprises qui échappent à la réglementation. Avec l'aide des firmes de Wall Street, ces dernières « titrisent » ces hypothèques, i.e. les regroupent pour les revendre aux institutions sous forme d'obligations. Ce faisant, elles se débarrassent de ces prêts au fur et à mesure qu'ils sont accordés et n'ont donc pas besoin de récolter des dépôts auprès du public.

Qu'elle est l'origine de la crise actuelle?

Les PISP en souffrance ont augmenté sensiblement en 2007, ce qui cause des inquiétudes à propos des obligations qui y sont adossées. Mais pis encore, plusieurs institutions acheteuses de ces obligations empruntent à court terme pour créer un effet de levier sur le rendement et le risque de leur placement. Ce sont ces emprunts à court terme vitaux, appelés « papier commercial », que plusieurs d'entre elles éprouvent des difficultés à renouveler : elles sont en crise de liquidités.

Comment le problème s'est-il aggravé le 9 août?

Lorsque BNP Paribas a annoncé l'arrêt sur les remboursements de trois de ses fonds, elle a lancé une onde de choc dans les marchés financiers, puisqu'elle avait, peu de temps auparavant, affirmé être peu exposée aux PISP. La confiance des marchés s'est effondrée et un grand nombre d'émetteurs de papier commercial, même ceux qui n'ont rien à voir avec les PISP, ont des difficultés à renouveler leurs emprunts.

Quelles sont les conséquences pour les investisseurs prudents?

L'Histoire démontre que les gouvernements et les banques centrales sont capables de gérer une crise comme celle-ci. Le krach boursier de 1987, la crise asiatique de 1998 et les attaques terroristes de 2001 auraient tous pu tourner au désastre n'eût été des interventions réussies par les autorités. Mais les marchés vont probablement demeurer volatils. Les pertes les plus cuisantes seront infligées aux spéculateurs et aux détenteurs de portefeuilles peu robustes. Les investisseurs prudents qui détiennent un portefeuille bien diversifié subiront certes la volatilité des marchés, mais peu de dommages permanents. Selon nous, les vrais investisseurs sont ceux qui acceptent un degré raisonnable de volatilité afin de bénéficier d'un bon rendement à long terme.

Raymond Kerzérho, Directeur de la recherche



Cet article est publié à titre informatif seulement. Les renseignements et les chiffres qui figurent dans le présent document se fondent sur des données jugées fiables, mais leur exactitude et leur exhaustivité ne peuvent être garanties. Le but de cet article n'est pas d'émettre une opinion légale, comptable ou fiscale et on ne devrait pas s'en servir à ces fins. Avant d'effectuer un placement ou d'adopter une stratégie de placement, chaque investisseur devrait évaluer ses objectifs avec son conseiller financier. PWL Capital Inc. et les personnes ou sociétés qui y sont associées peuvent acheter ou vendre des titres décrits dans le document en qualité de contrepartiste ou de courtier, ou encore, peuvent détenir ces titres.